

Questions orales

M. Lyle Kristiansen (Kootenay-Ouest—Revelstoke): Monsieur le Président, d'après nos informations, cette réponse est tout simplement inexacte et fautive.

M. Clark (Yellowhead): Règlement!

M. le Président: Si j'ai bien compris, le député dit que la réponse n'est pas exacte. Peut-être pourrait-il préciser sa pensée et poser sa question?

M. Kristiansen: Oui, monsieur le Président. À la lumière des informations que nous avons, la réponse est inexacte.

En l'occurrence, j'aimerais, monsieur le Président, poser une question supplémentaire au ministre du Travail. Si celui-ci avait fait son travail et pris des dispositions pour que soient proclamées les parties II et III de la Loi sur les relations de travail au Parlement qui a été adoptée il y a quatre ans et demi par la Chambre, nos employés auraient le droit d'être informés et de prendre les mesures qui s'imposent, et de notre côté, nous ne serions pas aux prises avec ce problème.

Quand le ministre du Travail fera-t-il ce que le Parlement lui enjoint de faire et donnera-t-il à nos employés les mêmes droits fondamentaux que tous les autres travailleurs du Canada, au chapitre de la santé et de la sécurité? Fera-t-il proclamer maintenant la partie III de la loi?

Des voix: Bravo!

L'hon. Jean Corbeil (ministre du Travail et ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, on se serait attendu à ce que le député sache que la proclamation d'une loi n'est pas une responsabilité qui incombe au ministre du Travail.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Ethel Blondin (Western Arctic): Monsieur le Président, la taxe sur les produits et services aura un effet disproportionné sur le Nord. D'une façon générale, les gens du Nord paient environ 40 p. 100 de plus que ceux du Sud.

Maintenant, la TPS menace la viabilité économique des sociétés d'édition qui ont réussi à s'implanter dans le Nord, en faisant appel à des auteurs locaux et faisant couleur locale. Il est clair que les responsables de ce secteur sont maintenant entre les mains, autrement dit à la merci, du gouvernement.

Je demande au ministre des Finances s'il recommandera que les livres soient exemptés de la TPS, de façon à

alléger les énormes pressions qui pèseront sur les éditeurs et les consommateurs du Nord et du reste du Canada?

Des voix: Bravo!

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, pour commencer, je ne partage pas le point de vue de ma collègue.

Mme Blondin: Vous n'habitez pas là-bas.

M. Loiselle: Il n'a pas été établi que tel serait l'effet de la TPS. De toute évidence, elle écoute ses collègues, elle devrait plutôt nous écouter.

Des voix: Bravo!

M. Loiselle: En réalité, mon collègue, le ministre des Finances, a dit souvent que le coût des transports était l'une des raisons de la cherté de la vie dans le Nord. La députée sait que les gens qui achètent quelque chose dans le Nord doivent payer une importante taxe de vente fédérale qui disparaîtra une fois que la TPS sera en vigueur, bientôt j'espère.

Des crédits seront offerts à certaines collectivités. Notamment les collectivités indiennes du Nord recevront de l'argent sans avoir à payer autant d'impôts que les autres Canadiens. Je pense que leur situation, dans l'ensemble, sera meilleure après la réforme.

Des voix: Bravo!

Mme Ethel Blondin (Western Arctic): Monsieur le Président, c'est clair. Je reviens des Territoires du Nord-Ouest et l'un de mes électeurs m'a expliqué que les habitants du Nord paieront 150 à 200 dollars de plus pour faire le plein de leur réservoir de mazout. Cela vous donne une idée de l'ampleur des dépenses supplémentaires.

Le coût du transport ne baissera pas. Le prix des fourrures est en baisse. Le chômage est en augmentation, le coût de la vie est 40 p. 100 plus élevé que dans le Sud.

Monsieur le Président, le gouvernement a l'intention d'apporter des changements à la taxe sur les produits et services, mais il entend aussi maintenir son application dans le Nord, même sur les transports.

Pourquoi le gouvernement n'exempte-t-il pas les produits et les services du Nord qui sont si essentiels pour les habitants de cette région? Pourquoi le ministre n'en profite-t-il pas pour faire preuve de pitié et écouter la vérité qui vient des gens du Nord?

Des voix: Bravo!